



Toute honte bue : Valérie Pécresse et l'évaluation autoritaire

Depuis deux ans Madame Valérie Pécresse ne cesse de louer le lien nécessaire entre l'« autonomie » des universités, l'évaluation « indépendante » des diplômes, des équipes ou des établissements par l'agence nationale d'évaluation AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) et la « débureaucratization » du système français d'enseignement supérieur. Il y a trois jours, dans sa réponse aux présidents d'université, elle soulignait de même les prétendues avancées sur tous les dossiers controversés qui sont aujourd'hui au cœur du plus long mouvement social qu'ait jamais connu l'université française. Elle insistait alors pour « rassurer » la communauté universitaire, notamment quant à sa propre capacité d'écoute et de négociation. Il n'aura pas fallu très longtemps pour que tout le monde puisse comprendre quelle crédibilité accorder aux propos tantôt lénifiants et tantôt mensongers de la Ministre.

Aujourd'hui, lundi 20 avril, au CNESER (une de ces – de plus en plus rares – instances consultatives collégiales et paritaires, mêlant membres nommés et membres élus, au grand dam de la Ministre), Madame Pécresse a fait annoncer, toute honte bue, que les rares maquettes de master « métiers de l'enseignement » remontées au ministère (au nombre de dix-sept – dont au moins huit relevant, semble-t-il, de l'enseignement catholique – sur un total de près d'une centaine possibles) seraient directement évaluées par la DGES (Direction générale de l'enseignement supérieur), c'est-à-dire par un service dépendant directement de la Ministre, un des hauts lieux de cette bureaucratie gouvernementale décrite souvent, à grands renforts d'effets de manche, comme opaque et irresponsable, une de ces instances que les agences nationales comme l'AERES devaient justement priver de leurs prérogatives abusives...

Alors que l'AERES a, elle, pris acte du refus massif de la communauté universitaire de mettre en place les nouveaux masters d'enseignement et de l'impossibilité, dans de telles conditions, d'envisager une carte nationale des formations dotée d'un minimum de cohérence, elle est désavouée. Quand l'agence nationale « indépendante » refuse (communiqué de l'AERES du 10 avril <http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article2394>), au prix d'un tardif mais louable accès de rationalité scientifique et pédagogique, d'évaluer les nouveaux masters d'enseignement, on la dépossède donc de ses prérogatives pour les transférer à une autre instance plus compréhensive à l'égard des objectifs et des calendriers ministériels.

Et peu importe dès lors que tout le monde soit d'accord (enseignants-chercheurs, formateurs d'IUFM, présidents d'université, directeurs d'IUFM, pédagogues, sociétés savantes, syndicats, jurys

de concours) pour dire que la seule solution raisonnable serait de ne rien mettre en place de nouveau à la prochaine rentrée universitaire dans ce domaine et d'entamer enfin des négociations sérieuses avec tous les acteurs de la formation des enseignants pour élaborer une « mastérisation » qui ne détruise pas la qualité de la formation et ne soit pas fondée sur des économies budgétaires. Tout se passe comme si les ministres concernés et le gouvernement avaient des priorités et des calendriers, personnels et collectifs, n'ayant désormais pas grand chose à voir avec le traitement des dossiers dont ils ont la charge ni avec l'intérêt des élèves de l'enseignement primaire et secondaire ou avec la qualité de la formation des jeunes collègues du premier et du second degré. L'épisode en dit long sur la sincérité du discours gouvernemental concernant l'autonomie universitaire et l'indépendance des évaluations. Il en dit aussi long hélas sur le choix d'attiser un conflit déjà brûlant en multipliant les provocations. Pourquoi ? La question vaudrait d'être posée à la Ministre...

Une fois encore, une fois de trop, le gouvernement veut, de façon irresponsable, et pour des motifs purement politiques, passer en force sur cette question. Nous saurons collectivement, de la maternelle à l'université, lui apporter la réponse qui convient. Nous ne laisserons pas détruire sans rien faire la formation des enseignants ni aujourd'hui, ni demain, ni l'an prochain : il faudra bien qu'il finisse par le comprendre !

20 avril 2009